

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

États généraux sur l'avenir du campus de l'Université Laval : la communauté ira de l'avant malgré le retrait de l'administration

Québec, le 14 avril 2026 — C'est avec surprise et consternation que la CADEUL, le SCCCUL, le SEUL, le SPPRUL, le SPUL, le SRFPUL, et le STEP ont appris la décision de l'administration de l'Université Laval de se retirer de l'organisation des états généraux sur le développement du campus, prévus pour l'automne 2026.

Ces associations et syndicats, qui représentent une large majorité de la communauté universitaire, avaient pourtant exprimé à l'administration, [dès le 17 février dernier](#), leurs préoccupations concernant plusieurs enjeux majeurs : de nouveaux projets immobiliers menaçant les terres agricoles de la Ferme Campus, la disparition d'initiatives alimentaires étudiantes, ainsi que le financement de projets immobiliers majeurs à même le budget de l'université, au risque d'en compromettre l'équilibre financier. D'une voix commune, ils demandaient alors **davantage de transparence autour de ces projets** et une **participation réelle aux décisions structurantes**.

À la suite de rencontres tenues les 12, 20 et 24 mars, il est apparu aux représentants de la communauté que la tenue de ces états généraux à la fin avril 2026 – en pleine fin de session – compromettrait sérieusement la participation de la communauté et la tenue d'échanges réels et approfondis. Les organisations ont donc proposé de reporter l'évènement à l'automne 2026, afin de leur permettre de consulter leurs membres, puis d'en faire un véritable exercice collectif, un espace d'échange et d'élaboration de recommandations communes pour l'avenir du campus.

L'administration a toutefois choisi d'organiser seule des activités publiques au printemps, en dépit de l'avis de la communauté. Alors que cette dernière demandait plus de transparence et une participation aux décisions, un tel refus illustre bien le problème de gouvernance que les états généraux souhaitaient aborder. De même, le format choisi par l'administration, soit une rencontre d'information et d'échanges, pose un problème, car il ne propose aucun engagement.

L'administration affirme par ailleurs que ces échanges, organisés à l'automne, entreraient en conflit avec le lancement de la course au rectorat, estimant que « les conclusions [de ces états généraux] pourraient être perçues comme orientant ou contraignant les personnes candidates quant aux priorités à porter » (Sophie d'Amours, *Développement du campus : échanges avec la communauté universitaire*, 2 avril 2026).

Les organisations considèrent au contraire qu'un tel exercice constitue une occasion d'éclairer les débats et de formuler des recommandations permettant aux futures personnes candidates de se positionner en fonction des besoins, des aspirations et des ambitions de leur communauté.

Dans ce contexte, **les associations et syndicats annoncent la tenue, malgré tout, d'états généraux sur l'avenir du campus à l'automne 2026 et s'engagent à émettre une série de recommandations.** Cette démarche visera à assurer une consultation large et réelle de la communauté universitaire.

Nous resterons ouverts à la collaboration, si l'administration universitaire souhaite éventuellement se joindre à cet exercice rassembleur.

Ces états généraux doivent permettre de dégager des choix institutionnels équilibrés afin d'assurer un développement du campus qui répond aux réalités de la communauté universitaire et en tout respect de sa mission. L'avenir de notre institution exige des décisions éclairées, transparentes et véritablement collectives.



SOURCE :

Maxime Coulombe, président du SPUL

418 656-2955

spul@spul.ca